

**Département du Morbihan
Commune de BRANDIVY**

**Arrêté municipal du 14/11/2025
Vente au déballage OUTILLAGE le 23-11-2025
Mr MICHELET Jason
Parking face au cimetière**

Le Maire de la Commune de BRANDIVY

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1 et suivants,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et suivants, et L.2125-1 et suivants ;
Vu le code du commerce, notamment les articles L.310-2 et R.310-8 ;
Vu la circulaire du 13 avril 2006 relative aux ventes au déballage ;

Vu la demande en date du 08/11/2025, par laquelle M. MICHELET Jason sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser une vente au déballage le 23/11/2025 sur le parking du cimetière (emplacement bus)

ARRETE

Article 1^{er} : M. MICHELET est autorisé à occuper un emplacement sur le parking du cimetière (comme notifié sur le plan) pour une vente au déballage d'outillages.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la journée du 23/11/2025

Article 3 : Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4 : Le demandeur devra se conformer à toutes les obligations légales applicables en la matière :

Le bénéficiaire de l'emplacement reste pleinement responsable de ses produits devant le consommateur. Il est tenu de se conformer aux textes législatifs en vigueur (fiscal, social, sanitaire, déclaration de l'activité auprès de la DDPP, agrément ou dérogation à l'agrément sanitaire si concerné...) relatif à la production, la transformation et la commercialisation (normes concernant la concurrence, l'étiquetage, la présentation, la traçabilité, respect des températures, du stockage et du transport, etc...)

Article 5 : Madame la directrice général des services, le commandant de la brigade de gendarmerie, et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Fait à BRANDIVY, le 14/11/2025

L'Adjoint au Maire

Yannick LE NOCHER



Pièces jointes : plan de l'emplacement de la vente

